



La démocratie ayant un sens pour les salariés, les jeunes, les privés d'emplois, les retraités, les organisations syndicales et de jeunesse, mobilisées depuis presque 3 mois décident d'une

## VOTATION CITOYENNE

Dans les entreprises, les administrations et les lieux d'étude.

La mobilisation puissante s'est construite dans le pays pour combattre le projet de Loi Travail et porter l'exigence de nouveaux droits sociaux pour les salariés. Pour toute réponse le gouvernement a choisi le déni de démocratie avec l'utilisation du 49.3, puis l'autoritarisme et la répression.

Plus de 70 % de la population est opposée à ce projet de loi ainsi qu'à l'utilisation du 49.3.

Les mobilisations et le rapport de force dans l'opinion publique ont contraint le gouvernement à proposer des modifications au projet de loi, pour tenter d'en minimiser les impacts, mais le compte n'y est toujours pas pour les salariés et pour les jeunes.

**Le projet demeure inacceptable, inamendable et doit être retiré.**

Alors que certain-e-s parlent d'avancées, d'autres comme le Medef, jugent que le projet est vidé de son sens. Ce texte reste fidèle à son objectif de départ :

**Inversion de la hiérarchie des normes** (article 2). La primauté absolue donnée à l'accord d'entreprise sur la loi et les accords de branche. Cela aurait pour effet de faire voler en éclat le socle commun de protection et de garanties collectives pour tous les salariés et la mise en place d'autant de codes de travail qu'il existe d'entreprises pour imposer des normes défavorables... avec pour finalité, l'inégalité entre les salariés d'un même secteur, l'éloignement de l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes et une course au dumping social.

CONCOURENT À CETTE RÉGRESSION SOCIALE :

### → Les accords de développement et de maintien de l'emploi

Depuis la loi de 2013 des accords d'entreprise « défensifs » peuvent être conclus en cas de difficultés économiques. Ils peuvent imposer aux salariés des modifications de durée et d'organisation de travail ainsi que de rémunération, bien sûr en leur défaveur. Désormais de tels accords régressifs seraient aussi possibles même si l'entreprise va bien! Et fini le licenciement économique si un salarié refuse une telle modification de son contrat de travail. L'entreprise ne sera pas tenue de faire un plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) et n'aura pas besoin de prouver qu'elle a des difficultés économiques.

### → L'assouplissement du licenciement économique

La définition des difficultés économiques demeure plus que large : perte d'exploitation, réorganisation, sauvegarde de la compétitivité, baisse de chiffres d'affaires, de commandes,... ne permettant plus au/à la juge d'apprécier le sérieux et la réalité des difficultés économiques et des licenciements. Ces dispositions empêchent aussi le/la salarié(e) de contester le licenciement économique auprès du/de la juge prud'homal. Avec de telles mesures, ce n'est pas la peur d'embaucher qui est de mise mais bien celle de perdre son emploi pour les salarié(e). Que resterait-il donc, dans ces conditions, du CDI ?

### → Le référendum-chantage

Possibilité pour les organisations syndicales minoritaires (30 % des voix aux élections professionnelles) de pouvoir demander un référendum pour valider un accord « régressif » signé avec l'employeur. Ceci s'opposerait aux choix des salariés dans les élections professionnelles, mettant à mal le principe de représentativité des organisations syndicales et l'exercice du droit d'opposition. C'est en vérité un véritable déni de démocratie sociale dont il s'agit. On ne connaît que trop la sincérité d'un référendum placé sous le couperet de la délocalisation ou des suppressions d'emploi et le « libre arbitre » qu'il en résulte pour les salariés sommés de choisir entre garder la « garantie » de l'emploi ou leurs garanties, Smart en est un exemple.

### → Une médecine du travail au rabais et dévoyée

Loin de chercher à la développer, le projet de loi El Khomri entérine une situation déjà fragilisée. La visite médicale d'embauche est réservée aux seuls salariés affectés sur des postes présentant des risques particuliers, la périodicité des visites médicales est supprimée, la possibilité est ouverte à des non médecins pour faire les visites médicales et les études de postes... La médecine du travail est aussi attaquée par une réforme de l'aptitude. Ainsi le rôle de la médecine du travail est radicalement transformé notamment en ne permettant plus de faire lien entre le travail et les affections subies de son fait. D'un rôle de prévention, elle mute à celui de délivrance d'un permis d'embaucher et de licencier.

### → La fonction publique également concernée

Si ce projet de loi vise d'abord à modifier le Code du travail, les agents de la Fonction publique sont concernés, par solidarité bien sûr mais aussi par les régressions, qui pourraient être transposés dans le secteur public. En effet, nombre de règles inscrites dans le statut de fonction publique sont la transposition de dispositions du Code du travail (dialogue social, rapport national, local, temps de travail, etc.)

### → Pour les jeunes, le droit à l'avenir remis en cause

Alors que les jeunes connaissent déjà la précarité pendant leurs études et leur insertion professionnelle, la loi travail est une véritable remise en cause de leur droit à l'avenir imposant de travailler plus pour gagner moins, tout en fragilisant leur parcours de vie en facilitant les licenciements. Les organisations des pays voisins qui ont fait l'expérience d'une réforme du marché du travail dans un passé récent, Italie, Espagne, Portugal, bien sûr la Grèce mais également l'Allemagne mesurent les conséquences et interrogent très fortement la pertinence du projet gouvernemental en France. Leur position se traduit par des messages de solidarité et les grèves organisées actuellement.

**La votation citoyenne organisée par les organisations syndicales doit permettre à tous les salariés, jeunes, privés d'emplois, retraités et citoyens de s'engager dans la mobilisation.**

**PARTICIPEZ-Y EN UTILISANT CE BULLETIN DE VOTE !**



Bulletin ci-contre à remettre dans les urnes qui seront mises à votre disposition aux deux selfs de l'entreprise :

**le lundi 13 Juin midi**

Où à retourner à l'adresse API suivante :

VOTATION LOI TRAVAIL **VNX 0C6 0 08**

Nom, Prénom : _____ <small>(facultatif)</small>			
<input type="checkbox"/>	Salarié-e du public		
<input type="checkbox"/>	Salarié-e du privé		
<input type="checkbox"/>	Etudiant-e / lycéen-ne		
<input type="checkbox"/>	Retraité-e		
<input type="checkbox"/>	Privé-e d'emploi		
Lieu de travail ou d'étude : _____			
Retrait du projet de loi travail :			
<input type="checkbox"/>	Pour	<input type="checkbox"/>	Contre
Faut-il aujourd'hui des droits nouveaux pour les salarié-e-s, les jeunes, les privé-e-s d'emplois et les retraité-e-s ?			
<input type="checkbox"/>	Oui	<input type="checkbox"/>	Non
Commentaires :		Signature :	